

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 115 – décembre 2023 – 5,50 €



Dossier thématique

**Missak et Mélinée Manouchian,
un couple en Résistance**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Les graffiti des portes des cellules de la Gestapo de Grenoble

Des résistants arrêtés par les autorités françaises ou allemandes et incarcérés ont laissé une marque de leur passage dans les lieux de leur internement. Ces graffiti ont parfois une fonction « utilitaire » comme des calendriers qui permettent de ne pas perdre le fil du temps ou bien des listes de mots en allemand et leur traduction. D'autres traduisent la volonté de laisser une trace de leur identité. Plusieurs lieux conservent encore sur leurs murs ces inscriptions fragiles comme, en région parisienne, la chapelle du Mont-Valérien, le fort de Romainville ou bien encore les placards de la rue des Saussaies à Paris. À Grenoble ce sont les portes de cellules de fortunes utilisées par la Gestapo qui ont gardé la trace de ces écrits particuliers.

Les 8 et 9 septembre 1943, les Allemands occupent Grenoble succédant aux italiens. La Gestapo s'installe alors au 28 cours Berriat jusqu'en avril 1944. Dans les débarras des appartements de cette copropriété, ils aménagent sommairement quelques cellules pour leurs prisonniers (résistants, trafiquants du marché noir, mais aussi indicateurs) qui sont interrogés et souvent torturés dans les appartements situés en étage ⁽¹⁾.

Des portes miraculeusement préservées

Ces hommes et ces femmes y séjournent plusieurs jours voire quelques semaines avant d'être, pour la plupart, déportés. Ce fut le cas d'Olga Guglielmi arrêtée à Grenoble en octobre 1943 et déportée au camp de concentration de Ravensbrück. En 1974, revenant sur le lieu de sa détention, elle retrouve l'une des portes de ces cellules. Elle entreprend des démarches pour que cette porte couverte de graffiti entre dans les collections de ce qui deviendra le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère à Grenoble. En 1992, un autre ancien détenu, Gustave Estadès ⁽²⁾, alors vice-président du comité de ce musée, invite son équipe à visiter les lieux d'où provenait cette porte en vue de réaliser l'inventaire des collections. À cette occasion, deux autres portes noircies de graffiti, miraculeusement préservées, sont découvertes et rejoignent les collections du musée. Les trois portes sont alors présentées au Musée dauphinois en 1993 lors de l'exposition « Les années noires. La répression à Grenoble de 1940 à 1944 » puis à partir de juillet 1994, au musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

À côté des 70 noms de détenus accompagnés très souvent de leurs dates d'entrée, on trouve des graffiti qui permettent de décompter le temps,

des listes de mots et de leur traduction en allemand, des dessins et deux poèmes. Au 28 cours Berriat, lieu de détention provisoire entre deux interrogatoires, un petit nombre de ces inscriptions gravées avec un clou ou tracées à la mine de plomb évoquent aussi

la torture et donnent des conseils à d'autres camarades qui peut-être subiront le même sort : « Ne jamais se mettre à table », « N'avez jamais », « DOULEUR »...

L'autportrait de Willy Holt

Les responsables du musée de la Résistance et de la Déportation de Grenoble repèrent sur l'une des portes découvertes en 1992 le nom de Willy Holt qu'ils contactent pour recueillir son témoignage. Chef décorateur de talent, Willy Holt a marqué le cinéma des années 1950 jusqu'à

la fin des années 1990 ⁽³⁾. Cependant, peu de gens connaissent son engagement durant la guerre. Jeune résistant parisien, Willy Holt est arrêté par la Gestapo le 24 décembre 1943 en gare de Grenoble alors qu'il convoyait des fonds pour le maquis du Vercors. Identifié comme juif (bien qu'il ne le soit pas) parce que circoncis, il est déporté à Auschwitz puis connaît les camps de concentration de Buchenwald, de Dora et de Bergen-Belsen ⁽⁴⁾.

Willy Holt se rend donc au musée de Grenoble. Il constate alors qu'il figurait bien dans une liste écrite en bas à droite de l'une de ces portes par l'un de ses codétenus soucieux, devant l'incertitude de leur destin, de laisser une trace des occupants de cette geôle. Après avoir lu ces noms, il parcourt du regard l'intégralité de la surface de la porte et découvre, stupéfait et troublé, son autoportrait en jeune homme coiffé « à la zazou ».

L'expérience traumatisante de la Déportation avait effacé tout souvenir de ce dessin. « Je ne me souvenais pas du tout l'avoir fait. Mais c'est



Portes des cellules de la Gestapo de Grenoble conservées au Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

Photos Frantz Malassis

incontestablement moi. [...] C'est moi qui l'ai fait, je reconnais mon coup de crayon ⁽⁵⁾. » Pour « tuer le temps » et s'évader de sa condition angoissante de détenu, il avait réalisé cette caricature. Cet acte de création dans l'urgence était une façon de résister, y compris par l'autodérision, de se prouver par la représentation de soi que l'on restait vivant. Ce dessin prend valeur de symbole lorsque l'on sait que Willy Holt doit sa survie à Auschwitz en grande partie à ses talents de dessinateur grâce auxquels il est affecté au Kommando de peintres en lettres où sur commande il fera notamment la caricature des gardiens du camp. ●

Frantz Malassis

(1) Cette synthèse doit beaucoup à l'article de Jean-Claude Duclos, « Sur les portes des cellules de la Gestapo de Grenoble » in *Le monde alpin et rhodanien* n° 1-2, 2004, p.97 à 108.

(2) Gustave Estadès avait été détenu en ces lieux après son arrestation le 27 novembre 1943 dans le cadre de la Sainte Barthelemy grenobloise avant d'être déporté.

(3) William Holt a travaillé notamment avec John Frankenheimer, René Clément, Pierre Tchernia, Otto Preminger, Woody Allen, Jean-Marie Poiré, Louis Malle, Bertrand Blier... En 1966, il est nommé aux Oscars pour *Paris brûle-t-il ?* de René Clément. En 1987, il est récompensé du César de meilleur décor pour *Au revoir les enfants* de Louis Malle.

(4) Willy Holt a publié le récit de sa résistance et de sa déportation dans l'ouvrage *Femmes en deuil dans un camion*, Paris, NIL éditions, 1995, 189 p.

(5) Témoignage de Willy Holt dans le documentaire de Rafaël Lewandowski, *Une ombre dans les yeux*, 1998, 52 minutes, édité en DVD chez Lowave docs.

En couverture : Missak Manouchian, Coll. Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN). Portrait de Melinee Assadourian réalisé avant la guerre par le photographe arménien Hrand, © Hrand/Archives Manouchian/Roger-Viollet. Dernière lettre de Missak Manouchian à Melinee écrite à la prison de Fresnes le jour de son exécution, Famille Manouchian, Katia Guiragossian.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Missak et Melinee Manouchian, un couple en Résistance

- Missak et Melinee Manouchian,
un couple d'étrangers
dans la Résistance p. I à VI
Par Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard
- L'action de Melinee pour perpétuer
la mémoire de Missak après la guerre p. VII
Par Fabrice Grenard
- Missak et Melinee, un couple à l'écran ... p. VIII
Par Raphaëlle Bellon et Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance p. 4-5-6 et 8

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Ce numéro comporte un encart jeté :
une lettre d'appel aux dons et legs

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre
Levy,
président de la Fondation de la Résistance.
Directeur délégué de la publication:
Jean-Francis Treffel, directeur général
de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis.
Comité de rédaction: Raphaëlle Bellon,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis.
Contributeurs: Maurice Bleicher.
Fichier des abonnés: Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression: humancom –
1 rue Claude Matrat – 92130 Issy-les-Moulineaux.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €.
n° 115: 5,50 €
Commission paritaire
n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal: décembre 2023

Cette année, la Fondation de la Résistance en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation a coordonné la brochure du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) qui a pour thème «Résister à la Déportation en France et en Europe».

Comme à son habitude, notre fondation s'est fortement mobilisée dans ce concours que je considère comme la clé de voûte de la transmission de l'histoire, de la mémoire et des valeurs de la Résistance aux jeunes générations. En plus de la brochure papier adressée à tous les établissements scolaires éligibles, soit plus de 15000 destinataires, une version numérique enrichie de nouvelles ressources et des compléments documentaires sont proposés sur le musée de la Résistance en ligne. Des vidéos en lien avec cette session du concours sont aussi accessibles depuis notre chaîne Youtube. De plus, la Fondation anime partout en France des formations académiques et des ateliers pédagogiques pour présenter le thème du CNRD 2023-2024 aux équipes enseignantes.

Par ailleurs, comme vous le savez peut-être, depuis quelques années, nous avons engagé des discussions avec nos collègues et amis de la Fondation de la France Libre pour aboutir au rapprochement de nos deux institutions. Au delà des spécificités propres aux histoires de la Résistance intérieure et de la France Libre, beaucoup de points communs existent. Les liens entre la France Libre et la Résistance intérieure ont été constants. La France Libre a apporté aux résistants de métropole un soutien logistique (argent, arme, moyens de liaisons...) tandis que les réseaux transmettaient des renseignements militaires, économiques et politiques indispensables aux Alliés et que les mouvements apportaient un soutien et une légitimité démocratique au général de Gaulle. À l'été 1942, les deux résistances ont formé la France combattante. Il était donc normal que nos deux Fondations sœurs qui travaillent déjà beaucoup ensemble, cherchent à se réunir pour symboliser cette réalité historique mais aussi, en renforçant leur taille critique, pour se donner les moyens durables de sensibiliser le public à cette page de notre Histoire. Je ne manquerai pas de vous tenir au courant de l'avancée de nos travaux.

Toutes les actions menées par la Fondation, qu'elles relèvent de la recherche historique, de la pédagogie, de la mémoire et de la diffusion de ces connaissances par ses publications, nécessitent des moyens financiers qu'il est de plus en plus compliqué à trouver aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, je demande à tous ceux qui le peuvent de soutenir la Fondation de la Résistance par un don, un legs, un abonnement de soutien à notre revue⁽¹⁾... Vos soutiens, même modestes, sont à mes yeux précieux. Ils sont l'expression de votre volonté de nous voir poursuivre les missions confiées par nos fondateurs qui voulaient que l'histoire de leurs combats pour la Liberté et le retour à la République, comme les valeurs qui étaient les leurs ne soient pas oubliées et inspirent les futures générations de citoyens. ●

*L'année 2024 est celle du quatre-vingtième anniversaire de la Libération. Ce sera pour nous l'occasion de rappeler le rôle majeur joué par la Résistance intérieure dans la préparation des combats qui l'ont permise, dans ces combats eux-mêmes mais aussi dans sa contribution au rétablissement de la République sur tout le territoire.
Je vous souhaite une bonne année 2024.*

G. Levy

Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance



(1) Voir le bulletin détachable qui vous permet de vous abonner à notre revue et de faire un don ou un legs.

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation 2023-2024

Comme lors des précédentes éditions, l'ensemble de l'équipe de la Fondation de la Résistance s'investit cette année dans le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), dont le thème est pour la session 2023-2024 « Résister à la Déportation en France et en Europe ».

Brochure et ressources : promouvoir le CNRD

Cette année, la brochure nationale (n° 114 de *La Lettre de la Fondation*) a été coordonnée par la Fondation de la Résistance et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Éditée au format papier, elle a été envoyée en deux exemplaires dans tous les établissements scolaires éligibles mais peut aussi être téléchargée sur nos différents sites. Le format numérique accessible depuis notre site internet comporte des ressources complémentaires comme des documents d'archives, des ressources audiovisuelles, des prolongements thématiques et cette année, des fiches méthodologiques.

Des ressources ont également été élaborées pour accompagner les candidats et candidates dans leur préparation. Une activité de découverte du thème et des ressources et une chronologie interactive sont accessibles depuis l'espace pédagogique CNRD du Musée de la Résistance en ligne. Sur ce même site, sont également recensés les corpus documentaires produits aux niveaux local et national par différentes institutions et fondations. Des vidéos dédiées au CNRD seront par ailleurs régulièrement mises en ligne sur la chaîne YouTube de la Fondation, dans une playlist dédiée au thème de cette année. Elles portent soit sur des aspects méthodologiques, soit sur des études de cas, et sont destinées à nourrir la réflexion des candidats et candidates. Raphaëlle Bellon a par ailleurs contribué à la rédaction de notices pour les vidéos mises en ligne sur le site Lumni enseignement dans le cadre d'un parcours consacré au thème du CNRD.

Formations des enseignants

Le 6 octobre aux rendez-vous de l'Histoire de Blois (Loir-et-Cher), Fabrice Grenard, directeur scientifique de la Fondation de la Résistance et Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques, ont proposé des éclairages sur le thème du CNRD lors de la table-ronde organisée par l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie (APHG) et modérée par Fabien Salesse, professeur d'histoire-géographie et secrétaire national de cette association. Y ont également participé Vincent Duclert, IGESR et président du collège des correcteurs du CNRD et Olivier Lalieu, historien.

La Fondation était représentée lors de plusieurs formations académiques, au cours desquelles ont été proposés des approfondissements sur certaines thématiques et des pistes pour aborder le thème avec les élèves.

Le 10 octobre à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), à l'invitation de Marylin Dewavrin, IA-IPR d'Histoire-Géographie, plusieurs intervenants ont présenté des pistes et ressources

utiles dans le cadre de cette session. Sont ainsi intervenus : Michel Promerat (comprendre les concepts), Julien Bouchet (l'action des justes et des sauveteurs), Corinne Dalle et Catherine Frichet (présentation des ressources des Archives départementales du Puy-de-Dôme), Aline Fryszman (résister à la Déportation en Auvergne).

Le 11 octobre à Amiens (Somme), sollicités par Anatolie Mukamusoni et François Sirel du Centre de Mémoire et d'Histoire Somme-Résistance et Déportation, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont proposé une conférence à deux voix.



Photo DR



Photo DR

Le 18 octobre, au musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc-musée Jean Moulin à Paris, sur proposition d'Olivier Dautresme, IA-IPR d'Histoire-Géographie, Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon ont fait une présentation croisée pour les professeurs des académies de Paris, Créteil et Versailles, après une présentation du thème par Vincent Duclert. Deux autres interventions ont également été proposées : une première par Sylvie Zaidman, directrice du musée et Yann Simon, professeur référent et une deuxième par Leslie Houam, médiatrice culturelle au musée de l'Ordre de la Libération. Ils ont présenté les ressources et activités pédagogiques de leurs institutions respectives. L'après-midi a été consacré à un temps d'échanges et de présentations de projets et de travaux.

Le 8 novembre une demi-journée de formation a été organisée pour l'académie d'Aix-Marseille par Céline Borel, IA-IPR d'Histoire-Géographie, avec des interventions de Vincent Duclert et Raphaëlle Bellon.



Fondation de la Résistance

Le 9 novembre aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine, une formation était proposée aux enseignants et enseignantes de Seine-Saint-Denis, durant laquelle Thibault Leroy, référent mémoire et citoyenneté du département, organisait un temps d'échange sur le CNRD avec différentes associations impliquées dans le concours et des professeurs qui engagent leurs élèves dans des projets depuis plusieurs années.

Enfin, deux autres rencontres avec des enseignants préparant le CNRD ont eu lieu : le 20 novembre à Rennes (Ille-et-Vilaine) à la demande de Philippe Chérel, IA-IPR d'Histoire-Géographie, et le 22 novembre, à Laon (Aisne), avec des interventions de Vincent Duclert, Philippe Boukara, Mémorial de la Shoah, (la Résistance juive en Europe), de Guillaume Pollack, ATER en histoire contemporaine à l'université Paris-Est-Créteil, (le combat des résistants dans les camps de concentration), de Raphaëlle Bellon (Résister en amont de la déportation) et de Patricia Arzel Mazet, professeure d'histoire-géographie, qui a proposé des séquences pédagogiques à mettre en œuvre en classe. Enfin, à Laon, une formation départementale s'est tenue à l'initiative d'Émilie Miel, enseignante d'Histoire-Géographie, référente CNRD, où sont de nouveaux intervenus Philippe Boukara et Raphaëlle Bellon.

D'autres formations sont prévues aux mois de décembre et janvier.

Conférences et ateliers pour les élèves

Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon sont intervenus devant des élèves de Haute-Savoie le 23 novembre. Une autre conférence face à un public scolaire est prévue en Mayenne le 6 décembre.

La Fondation de la Résistance propose également des conférences et ateliers en établissements scolaires, dont certains sur le thème du CNRD. Le 29 novembre, Raphaëlle Bellon est ainsi intervenue dans un collège de Marseille lors d'un atelier « retracer un parcours biographique dans le cadre du CNRD ». Le 30 novembre, elle proposait une conférence au lycée de l'Emperi à Salon-de-Provence sur le thème du concours auprès d'élèves de terminale. ●

RB

MISSAK ET MÉLINÉE MANOUCHIAN, UN COUPLE EN RÉSISTANCE

Le président de la République a annoncé le 18 juin 2023 vouloir honorer Missak Manouchian, résistant communiste d'origine arménienne fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien et déclaré mort pour la France. Cette panthéonisation est l'occasion de rendre hommage à tous les étrangers engagés dans la Résistance en France durant la Seconde Guerre mondiale. Missak Manouchian sera inhumé au Panthéon aux côtés de sa femme Mélinée, résistante elle aussi, lors d'une cérémonie solennelle marquant le 80^e anniversaire de son exécution.

Missak et Mélinée Manouchian, un couple d'étrangers dans la Résistance

Par Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard

Deux orphelins du génocide arménien

Une enfance difficile

Missak Manouchian naît le 1^{er} septembre 1906, dans une famille paysanne du Sud-Est de la Turquie actuelle, à Adiyaman, au cœur de la zone de peuplement arménienne. Mélinée Soukémian (elle deviendra Mélinée Assadourian à son arrivée en France à la suite d'une erreur administrative, puis Mélinée Manouchian lorsqu'elle se met en couple avec Missak), naît sept ans plus tard, en 1913, à Constantinople, dans une famille arménienne plus aisée. Ce sont les tragédies du siècle qui vont faire se rencontrer en France ces deux êtres qui ne se seraient sans doute jamais croisés, et qui vont être réunis par ce passé commun et leur engagement politique. Tous deux sont arméniens. Les Arméniens, regroupés en « millet » et qui ont le statut de dhimmi, forment une minorité chrétienne discriminée dans l'Empire ottoman. Le jeune Missak, contrairement à Mélinée qui naît à peine trois ans avant le génocide, vit la montée des persécutions contre les Arméniens, commencées dès la fin du XIX^e siècle mais qui s'accroissent à la suite de l'arrivée au pouvoir du mouvement nationaliste Jeunes-Turcs en 1909. Pour Missak, comme pour Mélinée, l'enfance est donc marquée par l'intolérance et les persécutions. Elle s'écrit dans une des premières tragédies du XX^e siècle : le génocide des Arméniens, qui, d'avril 1915 à décembre 1916, fait entre 1,2 et 1,5 millions de victimes, soit les deux tiers de la population arménienne de l'Empire. Alors que les enfants ne sont pas épargnés, Missak et Mélinée en réchappent, mais y perdent leurs parents. Il a neuf ans, elle à peine quatre. Pour les deux enfants, c'est le début d'un long exil et d'une enfance en orphelinat, comme beaucoup de petits Arméniens. Si Missak est d'abord hébergé avec son frère par une famille kurde, il grandit finalement dans un orphelinat en Syrie, mandat français depuis la fin de la guerre sur décision de la Société des Nations. Il y reçoit une éducation dans la culture arménienne, mais aussi – et ce sera fondamental pour la suite – française.



▲ Missak Manouchian (1906-1944).



▲ Portrait de Mélinée Assadourian (1913-1989) réalisé avant la guerre par le photographe arménien Hrand.

De la manière dont le jeune Missak a vécu ces années, on ne sait pas grand-chose. Mélinée n'en parle pas dans la biographie qu'elle lui consacre. Son parcours à elle semble plus chaotique : elle grandit dans des orphelinats à Constantinople, puis en Grèce où les conditions de vie sont difficiles, et enfin en France.

Premiers pas en France

Les deux jeunes gens arrivent en France à quelques années d'intervalle : 1924 pour lui, à l'âge de 18 ans, 1926 pour elle, qui a alors 13 ans. Pour Missak, qui suit son frère Garabed arrivé en 1923, c'est aussi un choix : élevé dans la culture française, il parle la langue d'un pays qui incarne pour lui la terre des droits de l'homme, de la liberté, d'une culture humaniste (« le pays de la révolution, de la liberté, de la culture », dit-il dans un poème écrit à bord du bateau). La France, alors,

accueille largement les immigrants : l'industrialisation a créé dès le XIX^e siècle un important besoin de main d'œuvre, alors que la croissance démographique s'est ralentie dans l'Hexagone plus précocement que dans d'autres pays. La saignée démographique de la Première Guerre mondiale accroît les besoins. Témoin de cette ouverture, une loi de 1927 octroie la nationalité française après trois ans de résidence sur le sol français. En 1931, les étrangers représentent 7 % de la population française (2,7 millions officiellement, sans compter les clandestins). Les jeunes Missak et Garabed n'ont donc pas de problème à trouver un travail à la Société des forges et chantiers où leur savoir-faire de menuisier est mis à profit, puis dans diverses entreprises à Paris, où ils arrivent en 1926, dont pour Missak les usines Citroën, quai de Javel. C'est là qu'un drame le frappe à nouveau, puisqu'il perd son frère Garabed en 1927, avant d'être licencié en 1929. Néanmoins,

SOMMAIRE

- Missak et Mélinée Manouchian, un couple d'étrangers dans la Résistance p. I à VI
Par Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard
- L'action de Mélinée pour perpétuer la mémoire de Missak après la guerre p. VII
Par Fabrice Grenard
- Missak et Mélinée, un couple à l'écran.. p. VIII
Par Raphaëlle Bellon et Frantz Malassis



© Archives Manouchian / Roger-Viollet

Missak Manouchian (à droite)
et son frère Garabed en 1924.



Revue *Tchank* n° 2 et dixième numéro
de *Mechagouyt* de 1937. Missak
Manouchian joue un rôle important dans la
vie culturelle de la communauté arménienne en
exil en fondant deux revues littéraires *Tchank*
(« L'effort ») et *Mechagouyt* (« Culture »).

son expérience en usine, au contact des travailleurs, a marqué le jeune poète et se retrouvera dans son engagement communiste. Pendant que Missak fait ses premiers pas dans la vie adulte, Mélinée grandit à l'orphelinat jusqu'à ses 18 ans : elle obtient son certificat d'études, entame des études de secrétaire comptable et de sténodactylographe. Elle n'obtiendra pas son diplôme, n'ayant pas les moyens de payer les droits d'inscription à l'école. Dans les parcours pour l'instant parallèles des deux jeunes gens, rien jusque-là qui soit en rupture avec les normes et les distingue du flot d'immigrants arrivés en France.

Les années 1930, alors que Missak comme Mélinée s'engagent dans la vie adulte et ont déjà connu de dures épreuves, s'ouvrent dans un climat européen lourd, avec la montée des régimes autoritaires et les fascismes, l'accroissement des persécutions contre les minorités dans certains pays et les conséquences de la crise de 1929. Dans ce contexte difficile pour les immigrants, les périodes de chômage n'entament pas l'attachement de Missak Manouchian à son pays d'accueil, malgré un lien très fort avec l'Arménie dont témoignent ses autres activités : il demande ainsi une première fois la nationalité française en 1933.

Une jeunesse militante

Les années 1930 sont aussi celles des débuts de l'engagement politique de Missak Manouchian comme de Mélinée Assadourian. Les deux jeunes gens évoluent en effet dans les mêmes milieux militants : c'est ainsi qu'ils se rencontrent.

Militants communistes et engagés pour l'Arménie

Alors que la communauté arménienne grandit dans les années 1930 et qu'une vie culturelle et associative s'y développe, Missak Manouchian y joue un rôle important. Il est en effet un poète, dont Mélinée publiera les textes après la guerre. Il fonde et dirige deux revues littéraires, *Tchank* (« L'Effort ») et *Mechagouyt* (« Culture »). Il suit par ailleurs des cours à la Sorbonne, puis les universités ouvrières.

Mais les années 1930 sont surtout celles de la formation politique pour Missak comme pour Mélinée, dont les destinées vont bientôt s'entremêler. Cet engagement est à comprendre dans un contexte marqué par la montée des fascismes et des tensions internationales, et de leur histoire personnelle qui les a conduits (selon Mélinée) à ne pas rester les bras croisés face aux crises, dans une société qui pouvait laisser des horreurs comme celle du génocide arménien se produire. En France, à la suite de l'affaire Stavisky, l'extrême-droite organise une manifestation antiparlementaire le 6 février 1934. Les formations de gauche comprennent le danger pour la démocratie et organisent des contre-manifestations, auxquelles participent un grand nombre d'immigrants, qui ont pour beaucoup fui des régimes autoritaires. Parmi eux, Missak Manouchian, pour qui les événements de 1934 sont un tournant : il rejoint le Parti communiste, où milite aussi Mélinée. Les deux apatrides rescapés du génocide ont sans doute été séduits par la ligne antifasciste

et la défense de la solidarité internationale du Parti communiste, mais aussi par la volonté de lutter contre un système social injuste. Son discours en faveur des travailleurs séduit les deux jeunes gens marqués par l'expérience de l'injustice et de la pauvreté. De son côté, le Parti communiste a compris l'intérêt d'intégrer les travailleurs étrangers : dès 1925, il crée la Main-d'œuvre étrangère (MOE) qui devient en 1932 la Main-d'œuvre immigrée, la MOI (dans un contexte de xénophobie croissante et d'usage polémique du mot « étranger » par la droite, le Parti communiste préfère utiliser le mot « immigré », moins négativement connoté).

Alors que les partis de gauche (la SFIO, le Parti communiste et le Parti radical) se réunissent en un front populaire vainqueur des élections en 1936, le contexte redevient plus favorable aux immigrants. C'est aussi le moment où Missak Manouchian déploie une plus grande activité politique. Il appartient au comité d'aide aux républicains espagnols, alors que la guerre d'Espagne a éclaté en juillet 1936. Surtout, il est membre de la section française du Comité de secours pour l'Arménie (*Hayastani Oknoutian Komite*, HOC), très lié à l'Internationale communiste. Mélinée également. Ainsi, se révèle l'engagement internationaliste et le sentiment national de deux gens toujours apatrides, qui voient sans doute dans cette entreprise le moyen de vivre leur engagement communiste tout en participant à l'émergence d'un État où les Arméniens pourraient vivre en sécurité. Le HOC a en effet pour mission de mobiliser les communautés arméniennes de la diaspora pour soutenir la République d'Arménie, créée en 1925.

La rencontre dans un contexte de montée des périls

Missak et Mélinée Manouchian y exercent leurs premières responsabilités politiques. Ils se croisent en 1934 à un gala : le jeune homme invite à danser celle qui va devenir la femme de sa vie. La vraie rencontre a cependant lieu quelques mois plus tard. En 1935, tous deux sont élus membres du Comité central lors du congrès de la HOC. Mélinée s'y occupe des tâches de secrétariat, mettant à profit les compétences acquises lors de ses études – et dans le prolongement du rôle social attendu des femmes à l'époque. Malgré les drames, malgré les difficultés de leurs existences respectives, ils ne se contentent pas de subir la vie, ils l'affrontent et en profitent, avec l'ardeur de la jeunesse. Alors que Missak est aussi rédacteur en chef du journal hebdomadaire de l'organisation publié en langue arménienne, *Zangou*, les deux jeunes gens partagent le même bureau. Jusqu'au jour où Missak annonce à Mélinée vouloir lui montrer le portrait de la femme de sa vie : elle s'attend à la photographie d'une autre, il lui tend un miroir où elle voit son reflet. Ils ne se quitteront plus⁽¹⁾, et continueront à militer ensemble, à la HOC (dissoute en 1937 par le gouvernement arménien, mais maintenue sous la forme d'une organisation d'aide à l'Arménie rebaptisée Union populaire franco-arménienne), et au Parti communiste. Leurs activités politiques les occupent beaucoup, mais ils essaient de

Bibliothèque Nubar de l'UGAR, Paris

prendre – un peu – le temps de vivre : ils voient leurs amis, vont au cinéma, à l'opéra. Missak fait partie d'un groupe de jeunes poètes arméniens qui se retrouvent autour d'Avetik Issahakian, et édite le journal *Zangou*. On retrouve là les deux pôles, parfois en tension, de la vie de Missak Manouchian, homme de culture et d'engagement : la vie de l'esprit, la poésie ; la vie concrète, la lutte.

Le 23 août 1939 est signé le Pacte germano-soviétique, par lequel l'URSS et l'Allemagne concluent officiellement un traité de non-agression. Pour beaucoup de militants communistes, c'est un choc. On ne trouve pas trace de la réaction de Missak Manouchian à la suite de cet événement, et Mélinée n'en parle pas dans la biographie qu'elle lui consacre. C'est dans ce contexte que la guerre éclate. Missak et Mélinée Manouchian sont apatrides, dans un pays marqué par la xénophobie. Ils sont communistes, membres d'un parti bientôt interdit. Ils sont profondément attachés à la France, pourtant, et vont le montrer.

Un couple à l'épreuve de la guerre et de l'Occupation (1939-1942)

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939 constitue un tournant pour le couple Manouchian et marque le début d'une série d'épreuves : s'ouvre une période de leur vie marquée par les séparations.

Manouchian, des prisons françaises à l'engagement dans l'armée française

Dès les premiers jours de septembre 1939, celles et ceux considérés comme pouvant représenter un danger pour la défense nationale sont arrêtés préventivement. S'appuyant sur la loi du 12 novembre 1938 permettant de prononcer l'internement des étrangers suspects, la police française vise en priorité les ressortissants des puissances ennemies, mais aussi les étrangers militant pour le Parti communiste. Le Pacte germano-soviétique signé en août 1939 conduit à considérer les communistes comme des « ennemis de l'intérieur » alors que la nouvelle ligne imposée par Moscou est celle d'un discours pacifiste et d'une opposition à la guerre présentée comme « impérialiste ». Si le Parti communiste ne sera officiellement dissous par le gouvernement Daladier que le 26 septembre, des perquisitions et des arrestations sont opérées dès les premiers jours de septembre au sein d'organisations liées au parti et susceptibles de relayer la propagande soviétique en France.

Le 2 septembre, des policiers investissent le siège de l'Union populaire franco-arménienne. Ses deux principaux dirigeants, le docteur Haïk Kaldjian et Missak Manouchian, tous deux apatrides et communistes, sont arrêtés. Mélinée apprend la nouvelle en revenant à Paris après plusieurs jours d'absence. Alors qu'elle était allée rejoindre des amis arméniens à Villemomble en région parisienne, l'interruption du trafic ferroviaire dans un pays sur le point d'entrer en guerre l'avait obligée à y prolonger son séjour. Elle se rend immédiatement dans les locaux de l'Union populaire franco-arménienne où elle parvient à



© Archives Manouchian / Roger-Vollet

◀ **Missak Manouchian**, après avoir été arrêté comme étranger et comme communiste, est libéré en octobre 1939. Il accepte alors d'être incorporé dans l'armée française conformément au décret d'avril 1939 qui prévoit l'incorporation des apatrides pour assurer la défense du pays.

s'introduire malgré les scellés apposés sur les portes, afin de récupérer des listes de noms de militants avant que la police ne s'en empare. Séparée de Missak, interné à la Santé, elle fait le choix de s'installer chez sa sœur Armène. Parce qu'elle est étrangère, Mélinée n'a pas droit au masque à gaz, distribué en mairie au début du conflit aux seuls Français dans le cadre des mesures de défense passive.

Manouchian accepte d'être incorporé dans l'armée française en octobre 1939, conformément à un décret d'avril 1939 qui prévoit l'incorporation des apatrides pour aider à la défense du pays. Il est affecté dans le Morbihan, à la base militaire de Colpo. Adeptes de la gymnastique, Missak est chargé de l'entraînement physique des recrues. Il porte donc l'uniforme français et se montre prêt à défendre le pays qui l'a accueilli. Il dépose d'ailleurs, au début de 1940, une seconde demande de naturalisation pour obtenir la citoyenneté française, qui sera de nouveau refusée.

Des séparations difficiles

La guerre conduit donc à des séparations qui mettent à l'épreuve la vie de couple. À trois reprises au cours de la période dite de la « drôle de guerre », Missak obtient une permission qui lui permet de passer quelques jours à Paris auprès de Mélinée. Le couple profite de ces rares moments pour se retrouver et se distraire en allant au cinéma ou en se rendant à des concerts.

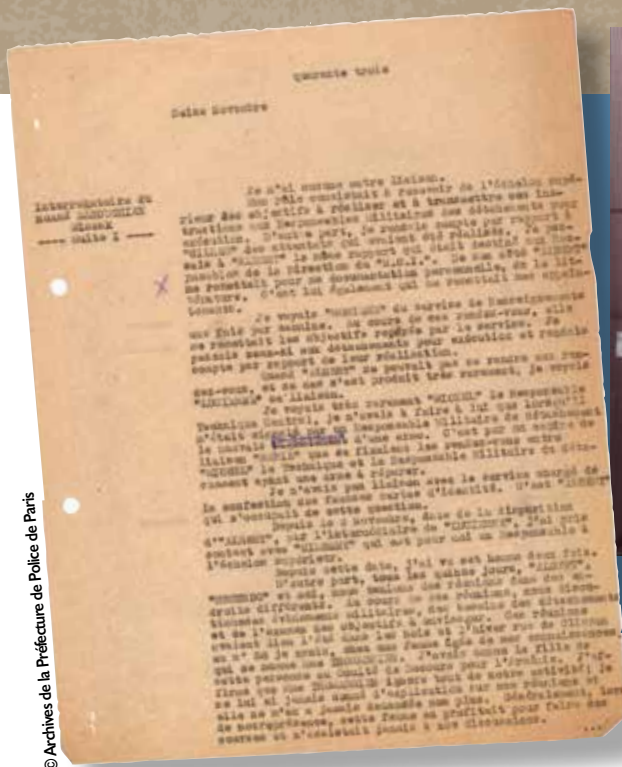
Déclenchée le 10 mai 1940, l'offensive allemande provoque en quelques semaines l'effondrement de la France. Stationné avec son unité à l'écart des zones de combat, Manouchian échappe à la captivité alors que près de deux millions de soldats de l'armée française sont fait prisonniers en mai-juin 1940. À Paris, Mélinée assiste effarée, le 12 juin, à l'entrée des Allemands dans la ville.

Le nouveau pouvoir qui se met en place en France au lendemain de la défaite, le régime de Vichy, adopte très vite des mesures xénophobes dans le cadre de sa politique dite de « Révolution nationale ».

Il cherche à contrôler les étrangers, qui sont enrôlés dans des commandos de travail. Démobilisé, Manouchian est intégré dans l'un de ces groupes de travailleurs étrangers, à l'usine Gnome et Rhône d'Arnage dans la Sarthe. Cette affectation l'amène à rester séparé de Mélinée, qui se trouve toujours à Paris. La jeune femme participe aux activités du Parti communiste, qui se reconstitue dans la clandestinité depuis son interdiction en septembre 1939, en effectuant notamment des distributions de tracts clandestins. Enceinte, elle doit faire un choix douloureux. Garder l'enfant lui semble impossible, faute de ressources suffisantes. Alors qu'elle est séparée de Missak et qu'elle est hébergée chez sa sœur, qui a déjà du mal à s'en sortir avec deux jeunes enfants depuis son divorce, l'avenir lui semble trop incertain. De plus, devenir mère lui paraît incompatible avec les activités militantes clandestines auxquelles elle participe. Bien que Missak ait tenté de l'en dissuader dans leur correspondance, Mélinée fait le choix d'avorter. Dans un contexte difficile alors que la répression contre l'avortement, interdit par la loi, se renforce (en février 1942, cela deviendra un crime d'État passible de la peine de mort), un médecin recommandé par un ami accepte de l'aider. L'épreuve est particulièrement pénible et douloureuse. Elle convainc Missak de quitter la Sarthe pour revenir à Paris avec elle. Au début de 1941, il quitte en secret l'usine où il était assigné pour rejoindre clandestinement la capitale. Le couple réuni s'installe dans un nouveau domicile. Parce qu'il s'est soustrait au contrôle que le régime de Vichy souhaite imposer aux travailleurs étrangers, Missak se trouve désormais en situation d'illégalité. À la même époque, Mélinée trouve un petit travail de comptabilité auprès d'amis, rue du Faubourg Poissonnière. Son salaire permet ainsi au couple de survivre.

Seconde arrestation de Missak

Après le déclenchement de l'opération Barbarossa le 22 juin 1941, les Allemands se livrent en région parisienne à de nombreuses arrestations préventives dans les milieux communistes. Du fait de son passé militant communiste, Manouchian est arrêté et incarcéré au camp de Royallieu à Compiègne. Le couple Manouchian se trouve donc de nouveau confronté à l'épreuve de la séparation. Absente au moment des faits, Mélinée apprend l'arrestation de Missak par la concierge de leur immeuble. Elle multiplie les démarches pour connaître l'endroit où il a été emmené. Souhaitant faire parvenir à Missak des vêtements et de la nourriture, Mélinée décide de



▲ Portrait anthropométrique de Missak Manouchian.

◀ Extrait de l'interrogatoire de Missak Manouchian à la suite de son arrestation du 16 novembre 1943.

se rendre en personne à Compiègne plutôt que d'utiliser les services de la poste, trop incertains du fait des nombreux vols et détournements dont les colis alimentaires font l'objet. En compagnie d'un ami, Micha Aznavourian, elle rejoint Compiègne à bicyclette au cours du mois d'août 1941 et arrive à convaincre les soldats du camp de Royallieu de remettre une valise à son époux, Missak Manouchian, qui porte le matricule 351. Malgré les risques encourus, elle parvient également, tout en restant à l'extérieur du camp, à s'approcher du bâtiment où Missak est incarcéré afin de pouvoir le voir, avant que des tirs de sentinelles ne l'amènent à rebrousser chemin.

Missak est libéré de Compiègne au cours du mois de septembre 1941. Il déclare avoir rompu avec le Parti communiste depuis son interdiction en septembre 1939, et aucune charge n'est retenue contre lui. À cette période, même s'il a pu rester en contact avec d'anciens camarades, il semble bien que Manouchian n'ait pas repris d'activités militantes régulières et n'occupe aucun rôle au sein de l'appareil clandestin. Soucieux de renforcer sa clandestinité après que Missak a été arrêté à deux reprises, le couple décide de changer de domicile et de s'installer dans un petit logement au 11, rue de Plaisance à Paris.

Un couple face aux risques de l'engagement résistant (1942-1943)

Si Mélinée avait continué de mener des activités militantes clandestines depuis le début de l'Occupation, Missak avait dû se faire plus discret du fait de la surveillance importante dont il faisait l'objet. Plusieurs témoignages laissent à penser que, dès le printemps 1941, Missak avait repris contact avec ses anciens camarades d'avant-guerre, notamment les jeunes rédacteurs de *Zangou*. C'est toutefois sans doute vers la fin 1941 qu'il renoue pleinement avec

le parti et s'engage totalement dans la voie du militantisme clandestin. Il ne participe néanmoins pas immédiatement à la lutte armée développée par les communistes depuis l'été 1941, qui prend la forme de sabotages et d'attentats contre les forces d'occupation. Celui qui devient « Georges » dans la clandestinité mène des actions politiques et de propagande. L'appareil décide de le nommer responsable politique de la section arménienne de la MOI. En février 1943, la vie de Missak Manouchian bascule. Il quitte la MOI pour intégrer les FTP-MOI de la région parisienne. Il rejoint la lutte armée, avec tous les dangers et les risques que cela suppose pour lui mais aussi pour ses proches et en premier lieu sa compagne, Mélinée.

Missak, combattant des FTP-MOI

Les FTP-MOI ne sont composés au début de 1943 que de quelques dizaines de combattants regroupés en quatre détachements, auxquels s'ajoute une « équipe spéciale » qui se charge des actions les plus spectaculaires. Ils mènent des actions de guérilla urbaine (sabotages et attentats contre l'occupant). Manouchian participe à sa première action armée à Levallois-Perret le 17 mars 1943, en jetant une grenade sur un détachement allemand.

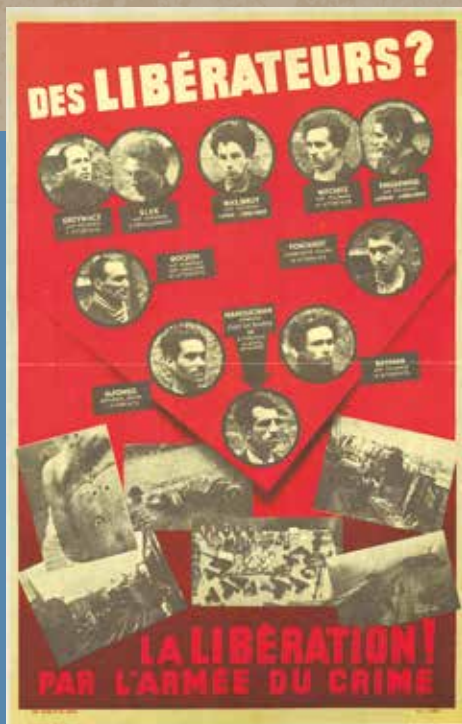
Au cours du printemps 1943, alors que la répression ne cesse de resserrer ses filets autour des FTP-MOI, des débats émergent en interne sur la stratégie à adopter. Deux lignes s'opposent. Celle de ceux qui souhaitent temporairement restreindre les actions et voir les groupes se replier en dehors de Paris pour éviter leur démantèlement. Ce point de vue est notamment celui de Boris Holban, le chef militaire de l'organisation. C'est aussi dans un premier temps, semble-t-il, celui de Missak Manouchian qui évoque en juin 1943 la possibilité de se replier avec ses camarades arméniens vers les

groupes des FTP-MOI constitués à Marseille ou à Grenoble, car ils y seraient plus en sécurité tout en pouvant continuer la lutte du fait de la présence d'une importante communauté arménienne dans ces deux villes.

Mais la direction des FTP défend une autre stratégie : intensifier au maximum le combat, notamment dans la capitale, alors que le cours de la guerre s'est clairement infléchi à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942 et de la victoire des Soviétiques à Stalingrad début février 1943. Cette idée est défendue par Joseph Epstein, le « colonel Gilles », chef des FTP de la région parisienne. L'enjeu est en réalité davantage politique que militaire. Dès lors que la possibilité d'une libération future se précise et que la Résistance française commence à se mobiliser dans cette perspective, il était symboliquement important pour les communistes de pouvoir revendiquer de nombreuses actions, même si cela devait passer par le sacrifice des combattants.

Au début de l'été 1943, une vague d'arrestations fragilise la MOI. Soixante et onze militants sont arrêtés, dont certains étaient aussi membres des FTP-MOI. Une réorganisation s'impose, qui permet à Missak Manouchian d'intégrer le triangle de direction en tant que commissaire technique, en remplacement du Tchèque Alik Neuer qui a été interpellé. En août, Missak Manouchian accède en tant que commissaire politique à la tête de l'organisation. Il succède à ce poste à Boris Holban, démis de ses fonctions du fait de ses désaccords avec la direction des FTP. Cette nomination montre que Missak accepte finalement, en combattant discipliné, les ordres de sa hiérarchie. Il demande à ses hommes d'intensifier les actions même si cela les expose toujours plus.

En août 1943, les FTP-MOI comptent 65 combattants. Sous la houlette de Missak Manouchian, une soixantaine d'actions sont menées entre août et novembre 1943.



Coll. Fondation de la Résistance

La plus retentissante est l'exécution, le 28 septembre 1943, par un commando composé de Marcel Rayman, Léo Kelner et Celestino Alfonso, du général SS Julius Ritter, chargé de superviser en France la mise en œuvre du Service du travail obligatoire.

Mélinée aux côtés de Missak dans la lutte

Dans un premier temps, Missak tient Mélinée à l'écart de ses activités, dont il ne lui parle jamais, pour des raisons de sécurité et afin de ne pas l'exposer à la répression. Mais parce qu'elle est, elle aussi, une militante du parti, l'appareil lui demande de seconder son compagnon, sans participer cependant aux actions armées. Elle devient secrétaire de la direction des FTP-MOI. Agir en soutien de son mari, apparaît comme plus conforme au rôle social attendu des femmes, tout comme les tâches qui lui sont confiées. Grâce à deux machines à écrire soigneusement dissimulées à leur domicile (l'une pour écrire en français, l'autre en arménien), elle rédige le rapport des différentes actions qui ont été accomplies. Elle joue également le rôle d'agent de liaison entre Missak et ses différents contacts. Comme pour d'autres couples de résistants, l'engagement de Missak et Mélinée se fait ainsi de façon genrée : le combat et la lutte armée sont le domaine de l'homme alors que son épouse s'occupe, comme beaucoup d'autres résistantes, de tâches considérées à l'époque comme plus « féminines » (secrétariat, dactylographie, liaisons).

Les risques encourus amènent le couple Manouchian à vivre replié sur lui-même pour limiter au maximum toutes formes d'exposition et de contacts, afin de se protéger eux, mais aussi leurs proches. Missak et Mélinée ne reçoivent plus personne à leur domicile rue de Plaisance, ne partagent plus aucun loisir. À chaque départ

◀ **Affiche « Des libérateurs ? La libération par l'armée du crime ! » (120 x 80 cm).**
Publiée à 15 000 exemplaires, cette affiche, communément appelée « l'Affiche rouge », fait partie d'une vaste campagne de communication des services de propagande allemands contre la Résistance française. Mêlant anticommunisme, xénophobie et antisémitisme elle présente dans des médaillons sur fond rouge sang, dix des vingt-trois accusés du procès de l'Affiche rouge. Sous chacun de ces médaillons figurent le nom, l'origine, la religion, l'affiliation au Parti communiste et le nombre d'attentats ou de déraillements perpétrés. Le bas de l'affiche est composé de six photographies prises lors d'enquêtes policières (résultats des sabotages ferroviaires, arsenal, corps des victimes criblés de balles).



Coll. Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN)

▲ Le Matin du samedi-dimanche 19-20 février 1944.

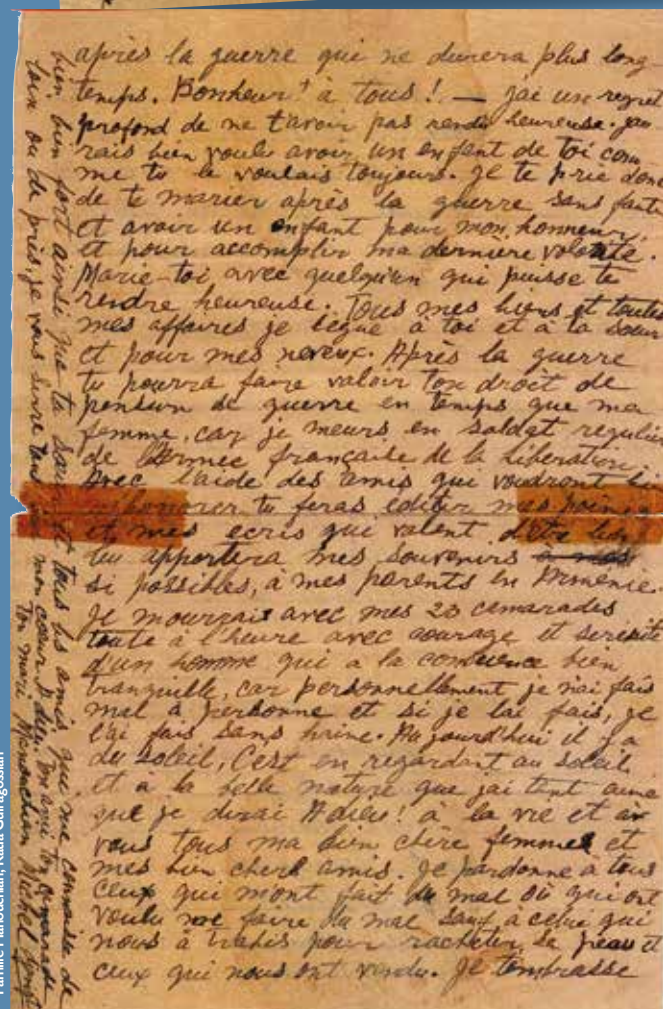
Ce journal collaborationniste se déchaîne en titrant : « Dirigée par un Arménien, Missak Manouchian, cette tourbe internationale assassinait et détruisait pour 2 300 francs par mois ».



Coll. Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN)

▲ Les Lettres françaises de mars 1944.

Ce journal clandestin publié par la résistance d'obédience communiste fait état dans ses colonnes des réactions des passants face au placardage de « l'Affiche rouge » à Paris. L'article « L'Affiche » reprend des scènes saisies sur le vif qui démontrent que les Français ne se laissent pas abuser par cette opération de propagande allemande contre la Résistance présentée comme une « armée du crime » dirigée par des étrangers.



◀ Dernière lettre de Missak Manouchian à Melinee écrite à la prison de Fresnes le jour de son execution.

Ces lignes poignantes vont être une source d'inspiration essentielle pour Louis Aragon lorsqu'il compose le poème initialement intitulé « Strophes pour se souvenir » paru en 1956 dans le *Roman inachevé*. Un passage de cette missive se retrouve quasi *in extenso* dans les vers d'Aragon « Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre/Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand ».

de Missak pour une opération, Melinee a le sentiment que c'est peut-être la dernière fois qu'elle le voit. Chaque annonce d'arrestation dans leur entourage accentue les craintes et les peurs d'un couple qui se sait en sursis depuis que les brigades spéciales de la police de Vichy ont considérablement renforcé leur traque des FTP-MOI dès le début de 1943.

La traque, l'arrestation, l'exécution

Au mois de novembre 1943, une certaine fébrilité gagne Manouchian, qui ne parvient plus à dissimuler ses craintes à Melinee. Le soir du 15 novembre restera gravé dans la mémoire de cette dernière : très agité, son compagnon insiste pour lui apprendre le maniement d'un pistolet. Inquiète, elle fouille dans les poches de son mari – seule et unique fois en ce dernier jour de leur vie commune – et y trouve un papier donnant le signalement de Missak. Au moment où ils se couchent pour la dernière fois ensemble, il lui fait d'ultimes recommandations sur la marche à suivre s'il ne devait pas être rentré à l'heure convenue le lendemain. Aucun geste de tendresse ce soir-là, seulement l'intuition, pour Melinee, d'un drame imminent. C'est le combattant qui lui parle : l'amoureux de Melinee ne se manifestera plus.

Les Brigades spéciales sont en effet d'une redoutable efficacité dans leur filature. Une série d'arrestations conduit à celle de Missak Manouchian, repéré dès le 24 septembre lors d'une rencontre avec Joseph Boczor, le chef de file du quatrième détachement des FTP-MOI, dit « des tirailleurs ». Il est arrêté le 16 novembre 1943, en même temps que Joseph Epstein avec qui il avait rendez-vous.

Fin novembre, la branche parisienne des FTP-MOI est quasi complètement anéantie. Interrogé et torturé par le commissaire David, des Brigades spéciales, Missak Manouchian est ensuite remis avec vingt-trois autres membres des FTP-MOI aux Allemands, qui décident de faire de leur exécution un exemple, utilisé à des fins de propagande (« L'Affiche rouge », film d'actualités, brochure dénonçant « l'armée du crime », ...).

Missak ne revenant pas, Melinee quitte à midi l'appartement où la table est mise, un peu avant que la Gestapo ne débarque. Elle est cachée par des camarades dans une chambre boulevard de Magenta. Pour elle commence l'attente, seule face à l'angoisse. Elle continue cependant de participer à la propagande clandestine. Elle développe un ulcère à l'estomac, se met à fumer – elle fumera ensuite toute sa vie. À la suite d'une imprudence (une sortie au cours de laquelle elle se retrouve prise dans une rafle), elle est hébergée par les Aznavourian, puis, l'endroit étant surveillé par les Allemands, elle change à nouveau d'endroit. Elle reste dans l'ignorance du sort réservé à son mari, dont le procès se tient avec les autres membres du groupe du 15 au 18 février 1944, sans autres informations que celles de la radio officielle qui présente son mari comme un assassin. C'est par un visiteur qu'elle apprend sans préambule l'exécution le 21 février 1944 de Manouchian, (ainsi que 22 autres FTP-MOI, Olga Bancic étant décapitée en Allemagne) qu'on lui dissimule depuis plusieurs semaines. Tenue dans un premier temps par son mari à l'écart de ses combats, elle l'est aussi de sa mort. Non parce que la lutte l'impose, cette fois, mais pour protéger la « petite orpheline bien-aimée ». ■

(1) Les deux jeunes gens se sont sans doute effectivement mariés, du moins symboliquement : les deux étant apatrides, le mariage en mairie n'a sans doute pas été possible.

L'action de Mélinée pour perpétuer la mémoire de Missak après la guerre

Par Fabrice Grenard

Veuve à 30 ans, Mélinée restera toujours fidèle à son défunt compagnon de vie. Alors que dans sa lettre d'adieu, Missak lui avait demandé d'avoir un enfant et de se marier avec quelqu'un qui puisse la rendre heureuse, Mélinée ne le fera jamais. Elle mènera par ailleurs un inlassable travail pour faire vivre la mémoire de Missak afin que celui-ci ne tombe pas dans l'oubli.

Au sortir de la guerre, Mélinée travaille comme secrétaire de la Jeunesse arménienne de France (JAF), une association fondée le 14 juillet 1945 pour organiser des échanges culturels et promouvoir la civilisation arménienne auprès des jeunes de la diaspora. Elle obtient en 1946, au titre de ses activités dans la Résistance, la citoyenneté française qui avait été refusé à deux reprises à Missak.

Des recueils de poèmes et des ouvrages pour faire connaître l'œuvre et le parcours de Missak

Missak n'obtient pas non plus, comme beaucoup d'étrangers, le statut de « mort pour la France ». Toujours parce qu'ils sont étrangers, les fusillés de l'« Affiche rouge » ne font pas partie des figures mises en avant par le Parti communiste à la fin de la guerre, et les initiatives visant à honorer leur mémoire restent assez rares. Mélinée assiste, le 7 juillet 1946, à l'une d'entre elles avec l'inauguration au cimetière parisien d'Ivry, où leurs corps ont été inhumés, d'un monument à la gloire des fusillés de l'« Affiche rouge ». Elle s'efforce de faire connaître et publier les poèmes de Missak tout en rappelant également son combat dans la Résistance, en utilisant notamment *La Voix*, le journal de la JAF.

En 1947, Mélinée Manouchian saisit l'offre faite par l'Union soviétique à d'ex-ressortissants de territoires désormais soviétiques de rejoindre une de ses républiques et décide de partir en Arménie dont elle est originaire. Logée dans un modeste une-pièce du centre d'Erevan, elle travaille à l'Institut de littérature de l'Académie nationale des sciences. Ce retour en Arménie ne l'empêche pas de continuer à œuvrer en faveur de la mémoire de celui avec qui elle a partagé six ans de sa vie, lui consacrant en 1954 un livre et faisant paraître en 1956 un recueil de ses poèmes.

L'expérience arménienne tourne assez vite à la désillusion pour Mélinée, qui est confrontée au stalinisme et aux larges purges développées lors des procès de Prague. Atteinte d'un cancer, elle obtient en 1963 de pouvoir être rapatriée en France pour se faire soigner à Paris alors que la république d'Arménie est au bord de la famine.

À son retour en France, Mélinée entreprend les démarches pour obtenir une pension de veuve de guerre. Vingt ans de retard lui sont versés, mais elle ne bénéficie pas de la majoration due aux veuves d'officier, bien que Missak Manouchian ait exercé des fonctions de commandant au sein des FTP-MOI. Au cours des années 1960, en dépit du succès de la chanson de Léo Ferré, les fusillés de l'« Affiche rouge » restent assez largement oubliés. Mélinée s'efforce de lutter contre cet oubli en publiant en 1974, à l'occasion des trente ans de son exécution, une biographie de Missak Manouchian, qui est en réalité surtout un témoignage de leur vie à deux, de leur rencontre en 1935 jusqu'à l'arrestation de Missak en novembre 1943⁽¹⁾. Cet ouvrage connaît un certain succès et sera même réédité plusieurs fois au cours des années 1970. Le 6 avril 1976, Mélinée participe à la fondation de l'Amicale des anciens résistants français d'origine arménienne, dont le principal objet est de défendre la mémoire des résistants arméniens.

« L'affaire Manouchian »

En 1983, Mélinée Manouchian participe avec Serge Mosco Boucault et Charles Mitzflicker à la réalisation d'un film qui, sous le titre *Des terroristes à la retraite*, revient sur l'histoire des FTP-MOI à Paris. Mélinée y accuse clairement les dirigeants du PCF d'avoir une responsabilité dans l'arrestation de Missak et de ses hommes en les ayant sciemment abandonnés et en ayant refusé de les exfiltrer vers la province alors qu'ils se savaient filés. La censure est finalement levée, ce qui permet au film de sortir en 1985, déclenchant une véritable « affaire Manouchian ». Elle oppose ceux qui dénoncent l'élimination par le PC, sous prétexte de trotskisme, de résistants étrangers, et ceux qui nient un tel machiavélisme et cherchent à mettre hors de cause un parti qui, même s'il est en perte de vitesse, reste encore influent au milieu des années 1980. Profitant de l'ouverture des archives, les historiens (Stéphane Courtois et



Denis Peschanski notamment) ont permis de clore ce débat en montrant que la responsabilité première de la chute des FTP-MOI avait d'abord été l'efficacité du travail policier mené par les Brigades spéciales de Vichy, qui ont par ailleurs pu bénéficier de la trahison de Joseph Davidovitch après son arrestation⁽²⁾.

Mélinée meurt le 6 décembre 1989 à son domicile de Fleury-Mérogis et est enterrée le 13 décembre au cimetière parisien d'Ivry, non loin du carré militaire où se trouvent les dépouilles de son mari et de maints autres compagnons de la MOI combattante. Si Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT de l'époque, s'est déplacé pour saluer la mémoire de sa camarade de combat, Paul Laurent et l'ensemble de la direction du PCF ont refusé de le faire, témoignant ainsi des blessures laissées par « l'affaire Manouchian » et provoquées par le film *Des terroristes à la retraite*. Son cercueil ne sera réuni avec celui de son époux qu'en 1994 sous la stèle blanche des militaires morts pour la France, titre que s'est vu reconnaître Manouchian en 1971. Elle l'accompagnera le 21 février 2024 au Panthéon. ■

(1) Mélinée Manouchian, *Manouchian*, Paris, Les éditeurs français réunis, 1974.

(2) Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989.

Missak et Mélinée, un couple à l'écran

Par Raphaëlle Bellon et Frantz Malassis

Dans l'Armée du crime, film sorti au cinéma en 2008, Robert Guédiguian retrace l'histoire et la chute du groupe FTP-MOI dirigé par Missak Manouchian. Dans ce film choral, s'entrelacent les destins de ses membres. Un des fils conducteurs du film est la large place laissée au couple formé par Missak et Mélinée Manouchian. Le scénario s'inspire largement de la biographie consacrée par cette dernière à celui qu'elle appelait « Manouche ».

La scène inaugurale du film montre l'intérieur du fourgon cellulaire qui amène les 22 condamnés au Mont-Valérien. Une prolepse qui rappelle leur destin, comme pour placer sous le signe de la tragédie l'histoire que le film s'apprête à raconter.

Au cœur de la guerre, avant la clandestinité

Le film s'ouvre par un récit choral, des scènes de la vie des membres du groupe dirigé par Missak Manouchian. Situées en 1941, elles sont présentées comme des moments de bascule. Un parti pris singularise celles consacrées à Missak : Mélinée est le plus souvent au centre de ces scènes dont il est en fait le protagoniste. C'est donc d'emblée via leur couple que leur histoire est envisagée.

Une des premières scènes (4:04 à 4:37) montre Mélinée, interprétée par Virginie Ledoyen, à l'avant d'une barque. Elle inspire à Missak, joué par Simon Abkarian, un poème qu'il rédige sur un carnet de notes. Dans cette scène, Mélinée est présentée comme sa muse. Elle illustre la complicité du jeune couple, et rappelle que Missak Manouchian fut aussi un poète. Le passé de Missak est également restitué à d'autres moments du film comme lorsqu'il est interné à Compiègne il raconte les persécutions contre les Arméniens.

La volonté de créer un fil directeur autour du couple et de Missak poète se retrouve dans la scène de son arrestation fin juin 1941 (9:38 à 11:10). Sur le seuil de l'appartement, comme avec lui mais déjà un peu en lisière, Mélinée assiste à l'arrestation de son compagnon par la police française qui, à la demande des Allemands dans le contexte de l'invasion de l'URSS, fait la chasse aux militants communistes. Restée seule dans l'appartement dévasté, elle ramasse au sol des cahiers de notes éparpillés et lit un poème de Missak entendu en voix off. Ces vers rappellent la nature, la liberté, l'amour, comme une conclusion d'une phase de leur vie et l'ouverture d'une autre.

Ainsi, c'est par le biais d'une image classique mais évocatrice – un poète et sa muse – que Robert Guédiguian montre la force du lien qui unit le couple, et qui transparaît dans l'ouvrage de Mélinée.

Une vision genrée de la Résistance

Mélinée est informée de l'internement de Missak par un de ses chefs mais le Parti communiste lui ordonne de ne rien entreprendre. Décidée, malgré les risques, à revoir son mari, accompagnée de Micha Aznavourian, ami du couple, elle se rend à vélo à Compiègne où a été transféré Missak (18:03 à 20:10). La scène, où elle pédale seule devant, montre bien son caractère bien trempé (une militante ne désobéit pas aux ordres) mais aussi son amour pour Missak.



Elle introduit aussi une dimension genrée. Mélinée apparaît à l'écran, plus encore que dans son récit de la vie de Missak, dans un rôle conforme à celui attendu des femmes. Dans la scène à Compiègne, elle lui apporte du linge et des vivres. D'autres scènes vont dans le même sens, montrant le rôle domestique attendu des femmes, présentes « en soutien » du mari. Lorsqu'en septembre 1941 Missak est remis en liberté et quitte le camp de Compiègne, une scène montre Mélinée le lavant dans un baquet tout en l'embrassant. (34:50 à 37:48) ou préparant ses repas (1:39:14 à 1:39:37). Robert Guédiguian renvoie aussi à un imaginaire collectif, le repos du guerrier et la femme qui l'attend et le soutient, comme Pénélope attendait Ulysse.

Mélinée est pourtant, elle aussi, engagée dans la Résistance, dans des missions conformes à celles confiées aux femmes à l'époque. Elles sont, comme le dit l'historienne Claire Andrieu, « les intendantes » de la Résistance. Dans le film, son activité de résistante n'apparaît qu'à de rares moments : impression de tracts (26:12 à 26:52) et collage de papillons (26:53 à 27:44) ; puis agent de liaison pour le groupe FTP-MOI de Missak.

Missak, le combattant

Les chefs des FTP-MOI veulent créer une véritable armée et souhaitent confier à Missak la direction d'un groupe (49:42 à 51:27). Le film prend des libertés avec l'histoire, puisque Missak a été membre des FTP-MOI avant de se voir confier ce rôle. Guédiguian fait alors dire à Missak, peut-être inspiré par sa dernière lettre où il dit ne pas en vouloir aux Allemands : « Je suis incapable de tirer un coup de feu même sur un soldat

allemand [...] Je n'ai pas peur de la mort, mais je ne peux pas la donner. C'est une question d'éthique. ». Il accepte cependant, de constituer et de diriger une unité de combattants. Néanmoins, face à la demande des dirigeants qui souhaitent que les militants ne soient pas vus en couple pour des questions de sécurité, Missak se montre intraitable (54:15 à 57:44). Le réalisateur semble ainsi vouloir montrer que son couple est un point d'équilibre pour Missak. Il évoque aussi indirectement les enjeux posés par l'engagement des couples en résistance et les tensions entre l'amour et les consignes de sécurité.

Missak participe finalement activement à la lutte dès sa première action armée, en jetant une grenade contre une patrouille allemande (1:03:06 à 1:06:41). Il confie à Mélinée être « devenu un vrai combattant », rompant le vœu de silence qui était le sien pour la protéger. Il ajoute qu'il participera à d'autres actions, et conclut : « Quand on a commencé on ne peut plus reculer [...] Je sais ce qui m'attend » (1:06:44 à 1:07:47). Dès les premières scènes, leur histoire avait été placée sous le sceau de la tragédie : la conscience exprimée de ce destin renforce la dimension de « héros tragique » et « épique » qu'acquiert Missak au cours du film. Le film se concentre ensuite sur les actions menées par le groupe des FTP-MOI que dirige Missak, sans être exempt d'erreurs historiques revendiquées dans le générique par Guédiguian (« pour approcher au plus près la vérité profonde de l'engagement des étrangers dans la résistance française, j'ai dû modifier certains faits et bousculer la chronologie »).

La fin du film est consacrée à la traque des FTP-MOI par les Brigades Spéciales. La dernière rencontre du couple (1:56:16 à 1:57:54) baigne dans un climat anxiogène, celui de la chute imminente de tout le groupe.

Ici, Guédiguian suit le récit de Mélinée, en ajoutant quelques éléments, comme pour tendre le récit et aussi rendre palpable l'angoisse que décrit la jeune femme dans son livre. Elle apporte un colis à Missak, un pistolet, dont il lui apprend à se servir. Parce qu'elles peuvent franchir plus facilement les contrôles, les femmes sont en effet souvent utilisées par les FTP-MOI pour transporter les armes. À la veille d'un rendez-vous important, il lui donne des consignes, comme si elle n'était qu'une simple combattante sous ses ordres, comme le raconte Mélinée. Mais Guédiguian ajoute un élément : Missak noue un torchon au garde-fou de la fenêtre qui, s'il est encore en place le lendemain, doit pour elle être le signal de partir et de se cacher. Ceci crée un effet dramatique, tout en renvoyant à une pratique réelle (la Résistance utilisait ces procédés) et en même temps à un imaginaire collectif, notamment celui des contes, dans lesquels les couples menacés échangent par signe. ■

La Fondation de la Résistance aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance a participé aux traditionnels Rendez-vous de l'Histoire de Blois, qui se sont déroulés du 4 au 8 octobre 2023 et avaient comme thème « les vivants et les morts ».



Le stand de la Fondation avec de gauche à droite, Frantz Malassis, le préfet Jean-François Treffel, Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon.

La Fondation a tenu tout au long du festival un stand sur lequel elle a pu diffuser ses dernières publications, notamment *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 114 qui sert de support à la brochure nationale du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème porte sur « Résister à la Déportation en France et en Europe ».

L'équipe de la Fondation a également participé à différentes manifestations proposées dans le cadre du festival qui ont remporté un important succès.

Au Centre de la Résistance, de la Déportation et de la Mémoire, un atelier pédagogique en coopération avec l'INA intitulé « Mémoires des Résistants, mémoire de la Résistance » a réuni Sophie Bachmann, responsable de projet à l'INA, Fabrice Grenard, directeur scientifique de la Fondation de la Résistance et Sylvie Zaidman,

directrice du musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc-musée Jean Moulin.

Toujours dans ce même lieu, un second atelier pédagogique sur « les vivants face aux morts : communiquer ou non sur les morts liés aux combats – l'exemple de l'armée américaine et de la Résistance française » était animé par Raphaëlle Bellon, responsable des activités pédagogiques à la Fondation de la Résistance et d'Hélène Solot, maîtresse de conférences en civilisation britannique à l'université de Paris-Nanterre.

Une carte blanche sur « les vivants face aux morts de la Résistance française. Rituels funéraires résistants » était organisée au Palais de Justice de Blois (salle des Assises) avec la participation de Claire Andrieu, professeure émérite à Sciences-Po, Jean-Marc Dreyfus, professeur d'histoire à l'université de Manchester et Fabrice Grenard.

Par ailleurs, la Fondation a contribué à la table ronde préparée par l'Association des professeurs d'Histoire-Géographie (APHG) autour



Les intervenants de la table ronde de l'APHG sur le thème du CNRD « Résister à la Déportation en France et en Europe ». De gauche à droite : Olivier Laliu, Vincent Duclert, Fabien Salesse, Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard.

La remise du prix Philippe Viannay au Palais du Luxembourg

Créé en 1991 par l'association Défense de la France, attribué par la Fondation de la Résistance depuis la dissolution de cette association en 2006, le prix Philippe Viannay-Défense de la France récompense chaque année un ouvrage ou un manuscrit inédit consacré à la Résistance au nazisme en France ou en Europe. Il a récompensé par le passé de jeunes chercheurs pour leur thèse de doctorat inédite ou publiée (Sébastien Albertelli, Johanna Barasz, Julien Blanc, Cécile Vast, Masha Cerovic) ainsi que des chercheurs plus confirmés, professeurs d'Université ou directeurs de recherches français ou étrangers (Patrick Cabanel, Jacques Sémelin, Christian Chevandier, Roderick Kedward, Robert Gildea, Claudio Pavone).

La remise officielle du prix s'est déroulée comme chaque année au palais du Luxembourg, salle René Coty, le lundi 6 novembre, en présence d'un nombre important d'invités. Sous la

présidence de l'historienne Dominique Veillon, directrice de recherche émérite au CNRS, le jury était composé, cette année, de Mesdames Claire Andrieu, professeure émérite à Sciences Po Paris et Patricia Gillet, conservatrice générale du patrimoine aux Archives nationales et de Messieurs Laurent Douzou, professeur émérite à Sciences Po Lyon, Fabrice Grenard, directeur scientifique de la Fondation de la Résistance et Bruno Leroux, historien.

Pour l'année 2023, le jury a décidé de récompenser l'historien Dimitri Vouzelle pour son ouvrage consacré au réseau Grenier-Godard publié aux éditions universitaires de Dijon. Ce travail scientifique important permet de faire sortir de l'ombre l'une des organisations pionnières de la Résistance en Côte-d'Or, spécialisées dans l'évasion des prisonniers de guerre et qui présentait par ailleurs la particularité d'être dirigée par une femme, Blanche Grenier-Godard.

La Fondation de la Résistance aux Journées européennes du Patrimoine

À l'invitation du Service historique de la Défense que nous remercions vivement pour son accueil, la Fondation de la Résistance a tenu un stand les 16 et 17 septembre 2023 dans l'enceinte du château de Vincennes à l'occasion des Journées européennes du Patrimoine. Durant ces deux jours, les nombreux visiteurs ont pu rencontrer l'équipe de la Fondation et de l'association des amis de la Fondation, s'informer sur leurs activités et publications et découvrir quelques panneaux des expositions « Les femmes dans la Résistance » et « Le conseil national de la Résistance ».

du nouveau thème du CNRD « Résister à la Déportation en France et en Europe ». Cette table ronde qui s'est déroulée dans la salle des mariages de l'Hôtel de ville a réuni Vincent Duclert (Inspecteur général), Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon (Fondation de la Résistance), Olivier Laliu (mémoire de la Shoah) et Fabien Salesse (APHG). ●

FG



Remise du prix aux lauréats. De gauche à droite : Dimitri Vouzelle, Stéphane Weiss et Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance.

Le jury a également décidé cette année de décerner une mention spéciale à Stéphane Weiss pour sa biographie d'Elie Rouby publiée aux éditions La Geste. Après avoir participé à la Résistance en Corrèze et en Haute-Vienne, ce compagnon de la Libération s'illustre lors des combats menés contre les poches de l'Atlantique, notamment dans le secteur de Royan, en organisant un commando spécialisé dans les infiltrations derrière les lignes allemandes. ●

FG

Le colloque international sur l'histoire du Conseil national de la Résistance à l'Assemblée nationale

Tout au long de l'année 2023, la Fondation de la Résistance a organisé de nombreuses manifestations en lien avec les commémorations du 80^e anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance sous la présidence de Jean Moulin. Pour clore cet important cycle, un colloque international s'est tenu le 21 septembre à l'Assemblée nationale remettant la création du CNR, le 27 mai 1943, et l'adoption de son programme, en mars 1944, dans une perspective nationale et internationale et de rappeler la spécificité du CNR qui a permis d'unir l'ensemble de la Résistance française et de la placer sous une seule autorité, celle du général de Gaulle. Cela n'a pas eu d'équivalent en Europe même si des initiatives semblables ont pu être développées, notamment en Italie et en Tchécoslovaquie, sans parvenir toutefois à créer le même consensus qu'en France.

Après l'ouverture de ce colloque par la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, sont intervenus Claire Andrieu (professeur émérite à Sciences Po), Michel Margairaz (professeur émérite à Paris-I Sorbonne), Jean-Marie Pernot (chercheur associé à l'Institut d'études économiques et sociales), Danielle Tartakowsky (professeur



Photos Frantz Malassis

1. Ouverture du colloque. Sur la tribune (de gauche à droite), Jean-François Treffel, Gilles Pierre Levy, respectivement directeur général et président de la Fondation de la Résistance et Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale.
2. Claire Andrieu, professeur émérite à Science Po, présidente du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance.
3. Conclusion du colloque par Jean-Noël Jeanneney, professeur émérite à Sciences Po, ancien ministre.
4. Clôture du colloque par Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire.

émérite à Paris VIII), Sylvie Zaidmann (directrice du musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc-musée Jean Moulin), Giovanni Forcadi (professeur à l'université de Padoue), Paul Lenormand (maître de conférences à l'université de Paris-Nanterre), Noël Whiteside (professeur à l'université de Warwick), Jean-Noël Jeanneney (professeur émérite à Sciences Po, ancien ministre).

La clôture de ce colloque a été assurée par Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire.

Lors de la tenue du colloque international, qui a été un véritable succès, les 300 personnes présentes ont pu visiter l'exposition « Le Conseil national de la Résistance » présentée à cette occasion. ●

FG



Photo Frantz Malassis

Novembre 2012, Louis Mexandeau lors des journées annuelles de la Fondation de la Résistance dans le Nord-Pas-de-Calais.

Hommage à Louis Mexandeau

qui œuvrent pour le voir prendre la tête du Parti socialiste, à la suite du congrès d'Épinay en 1971, puis lui permettre d'accéder à la Présidence de la République en mai 1981. Ainsi, en 1978, Louis Mexandeau rédige le projet socialiste pour l'école.

Élu député socialiste du Calvados de 1973 à 1981, il démissionne pour rejoindre le gouvernement de Pierre Mauroy comme ministre des Postes, télégraphes et téléphones (PTT) de 1981 à 1986. À cette fonction, il inaugure en 1982 le service du Minitel, fleuron à l'époque de la technologie française en matière de télécommunications. Le 21 novembre 1984, il ouvre le colloque sur les agents des PTT dans la Résistance⁽¹⁾. De 1986 à 1991, réélu par deux fois député du Calvados, il regagne les bancs de l'Assemblée nationale jusqu'à sa nomination comme Secrétaire d'État aux Anciens combattants (1991-1993) sous le gouvernement d'Édith Cresson puis de Pierre Bérégovoy. Ce sera l'occasion pour lui d'engager la décentralisation de l'Office des anciens combattants et victime de Guerre à Caen et de transférer dans cette ville la division des archives des victimes des conflits contemporains.

Ténor du parti socialiste en Basse-Normandie, il est de nouveau élu député de 1993 à 2002 mais malgré plusieurs tentatives (1977, 1983, 1989, 1995 et 2001) il ne parviendra pas à conquérir la ville de Caen dont il sera conseiller municipal de 1983 à 2008.

Ses fonctions politiques dans le domaine de la mémoire combattante mais surtout son attachement familial à la Résistance l'amènent à siéger au conseil d'administration de la Fondation de la Résistance, où il représente le président de l'Assemblée nationale (1999-2002), avant de devenir vice-président d'honneur de 2002 à 2023. Fidèle à son Nord natal, il avait été très heureux de pouvoir participer aux sixièmes journées annuelles de la Fondation de la Résistance qui s'étaient tenues les 14 et 15 novembre 2012 dans le Nord-Pas-de-Calais. Ces journées avaient été l'occasion de rappeler le caractère pionnier des habitants de cette région dans leur engagement dans la Résistance, notamment grâce aux visites de ses musées et lieux de mémoire mais aussi grâce à la projection du film inédit *Zone interdite* que Louis Mexandeau avait fait réaliser en 1992 lorsqu'il était secrétaire d'État aux Anciens Combattants pour rendre hommage à l'action des résistants nordistes.

Historien reconnu du socialisme, officier de la Légion d'honneur, Louis Mexandeau est décédé le 14 août dernier à Rennaz (Suisse). ●

Frantz Malassis

(1) Il évoque ses souvenirs de cette période dans *Nous, nous ne verrons pas la fin. Un enfant dans la guerre (1939-1945)*, Paris, Le Cherche-Midi, 2003.

(2) Il sera affilié au réseau Shelburn après la guerre.

(3) Les actes de ce colloque, qui s'est tenu à Paris du 21 au 23 novembre 1984, ont été publiés en 1986 aux éditions Erès sous le titre *L'œil et l'oreille de la Résistance*.

L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en province

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a poursuivi ses activités culturelles et mémorielles à Paris et en province.

Un témoignage d'un ancien résistant

Dans le cadre de notre cycle de conférences-dédicaces, nous avons eu le plaisir d'accueillir le 16 juin 2023 Raymond Zerline, ancien résistant et auteur notamment de l'ouvrage *À seize ans dans la tourmente face aux nazis* paru aux éditions Les dossiers d'Aquitaine.



Raymond Zerline (à droite) et Maurice Bleicher.

Mêlant « la grande et la petite histoire », Raymond Zerline a retracé son parcours durant l'Occupation puis la Libération. Jeune résistant parisien collant des papillons sur les murs, il rejoindra ensuite la Dordogne où il servira en tant qu'agent de liaison des maquis entre Sarlat et Bergerac. Il sera l'un des témoins et acteurs de la préparation de l'insurrection et de la libération du département, participant aux réceptions de parachutages d'armes puis aux combats de l'été 1944.

Ce témoignage passionnant d'un ancien résistant, devenu malheureusement rare de nos jours, a permis de rappeler le rôle essentiel de la Résistance dans la libération de la France et de présenter l'engagement d'un jeune garçon, tout d'abord à titre individuel et spontané puis dans un cadre organisé.

Une soirée sur le thème « Bande dessinée, dessin animé et Résistance »

Désireux de mettre en valeur le travail réalisé par notre stagiaire Mathilde Ximenes, étudiante en cinéma d'animation, nous avons organisé le 18 septembre, une soirée exceptionnelle consacrée à la bande dessinée et au dessin animé et la Résistance.

Xavier Aumage, documentaliste du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne et

spécialiste de ces questions, nous a rappelé l'histoire de l'utilisation de ces médias pendant et après la guerre. Tout d'abord outil de propagande de Vichy, la bande dessinée est rapidement utilisée par la Résistance. Après le conflit, c'est tout d'abord le maquis qui est largement évoqué dans les publications pour la jeunesse puis les activités de sauvetage, la résistance en milieu urbain et les destins individuels. La période récente aborde des questionnements plus contemporains liés à

l'engagement des femmes ou des étrangers dans la Résistance.

C'est ensuite la projection du dessin animé réalisé par Mathilde Ximenes, *Marcel Quinquin*, œuvre qui s'interroge en délicatesse sur le regard de l'enfant face à la guerre, qui a ravi les participants.

Enfin, Alexandre Brémaud, petit-neveu de Marcel Pinte, personnage central de ce dessin animé, et spécialiste de l'histoire de la Résistance en Haute-Vienne a rappelé le contexte régional et familial de l'œuvre comme l'organisation des maquis dans l'ouest du département, la réception des parachutages et les combats de la libération du secteur.

Remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) à Vannes

À l'occasion de la remise des prix du CNRD, une journée en hommage aux élèves et aux enseignants résistants a été organisée le 26 mai à Vannes (Morbihan).

Lors d'une cérémonie, les élèves lauréats du CNRD du lycée Sainte Anne à Sainte-Anne-d'Auray et du collège de Rhuys à Sarzeau ont lu plusieurs textes, rendant hommage à leurs aînés.

Un premier texte évoquait le parcours de Joseph Rollo, organisateur du mouvement Libération-Nord dans le Morbihan et auteur, en 1943, de l'« Appel aux instituteurs de France » invitant les instituteurs à participer à la Résistance, avant de mourir en déportation. Un autre retraçait l'action des lycéens résistants de Anatole Le Braz à Saint-Brieuc. Enfin, la dernière lettre de Pierre Le Cornec, lycéen résistant, fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien a été lu avec émotion.

L'après-midi, la remise des prix a eu lieu à la préfecture, en présence de Marie Conciatori, directrice de cabinet du préfet du Morbihan, de Simon Uzenat, conseiller régional, de Laurent Blanes, directeur académique des services départementaux de l'Éducation nationale, de

Philippe Chérel, référent académique Mémoire et Citoyenneté au rectorat de Rennes, de Claire Lécuyer, présidente du comité de liaison du CNRD du Morbihan, ainsi que de nombreuses personnalités civiles et militaires.

Les Amis de la Fondation de la Résistance étaient représentés par Patricia Arzel-Mazet, déléguée départementale de l'association et vice-présidente du comité de liaison du CNRD du Morbihan.

Présentation du CNRD en Finistère

Depuis la rentrée scolaire de septembre, François Fouré, délégué de l'association pour le Finistère, s'est rendu dans plusieurs établissements scolaires, dont les lycées Laënnec de Pont l'Abbé et Brizeux et le collège de la Tour d'Auvergne à Quimper. Il a présenté le CNRD et a encouragé les élèves à s'engager à transmettre la Mémoire de la Résistance et de



Photo Laure Goury

la Déportation. C'est ainsi que deux classes de Brizeux ont d'elles-mêmes décidé de former une chorale afin de chanter le *Chant des Marais* lors de la journée nationale du souvenir de la Déportation le 28 avril 2024.

Par ailleurs, le lycée naval à Brest et d'autres établissements du Finistère nord présenteront également le CNRD.

Enfin, lors de la présentation officielle du thème à Pont-de-Buis le 6 décembre, François Fouré a distribué aux enseignants les exemplaires de *La Lettre de la Fondation* n° 114 dédiée au thème du CNRD 2023-2024 « Résister à la Déportation en France et en Europe ».

Maurice Bleicher

Adhésion :

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : contact@memoresist.org

site internet : www.memoresist.org

Page Facebook :

[www.facebook.com/ Memoresistance](https://www.facebook.com/Memoresistance)

Tél. : 01 45 66 92 32

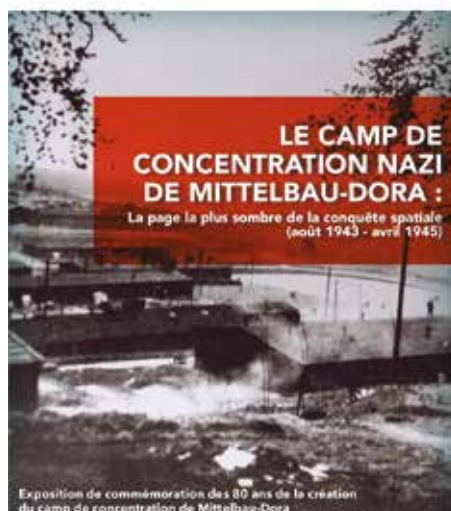


De gauche à droite : Alexandre Brémaud, Mathilde Ximenes, Xavier Aumage et Maurice Bleicher.



© MER

© Mathilde Ximenes



Les résistants du camp de concentration de Mittelbau-Dora mis à l'honneur dans une nouvelle exposition

De portée nationale et destinée à circuler dans l'hexagone, l'exposition s'inscrit dans les nouvelles problématiques et s'appuie sur une collection de documents d'archives mis récemment à la disposition des chercheurs. Elle apporte un regard nouveau sur des questions telles que l'orchestration de la violence, les évasions des camps, le rapport à la productivité des détenus, l'argent au sein des camps, le fichage systématique des détenus et la collecte de données individuelles ou encore la

visibilité des détenus au sein de la société civile allemande. Elle replace enfin cette histoire au cœur des enjeux que portent les développements scientifiques et leurs limites éthiques et constitue, en ce sens, un apport tangible pour la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2023-2024 (« Résister à la Déportation en France et en Europe ») tant les passerelles avec la thématique sont nombreuses.

Les développements pédagogiques en lien avec les programmes scolaires sont en outre importants. C'est la raison pour laquelle un livret pédagogique est à disposition des enseignants des différents degrés. Il a été élaboré par Céline Thiery, enseignante formatrice de l'académie de Normandie et spécialiste de l'éducation aux médias et à l'information.

Composée de 10 panneaux au format *roll-up*, cette exposition peut être empruntée auprès de Michèle Soult (afmd-dt16@orange.fr). Pour toute information historique ou demande liée à l'accompagnement scientifique de l'exposition (conférence, formation pédagogique, etc.), on peut contacter Laurent Thiery (laurent.thiery@fondationresistance.org). ●

LT

À l'occasion des 80 ans de la création du *Kommando* de Dora (août 1943), le département de la Charente a souhaité rappeler la mémoire de ce camp nazi dédié aux armes V et transmettre les derniers résultats de la recherche au travers d'une exposition itinérante. Portée par Michèle Soult, déléguée de MER et présidente des Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation de Charente, celle-ci a été réalisée par l'historien Laurent Thiery, docteur en histoire, chargé de recherches à la Fondation de la Résistance et qui pilote depuis 2005 les recherches sur les 9000 déportés de France passés par ce camp.



Le 27 octobre 2023, inauguration de l'exposition au Conseil départemental à Angoulême en présence de Georges Villard, résistant déporté au camp de Dora.

Pour transmettre vos valeurs citoyennes à la jeunesse, donnez ou léguiez à la Fondation de la Résistance

La Résistance a été autant un combat spirituel et moral qu'une lutte militaire et politique contre l'occupant allemand et le régime de Vichy. Elle était porteuse de valeurs humanistes et républicaines. C'est au nom de ces valeurs et grâce à un large consensus autour d'elles que fut instaurée une société plus juste à la Libération. Cet héritage moral qui a façonné la société française contemporaine, les résistants ont souhaité le transmettre aux jeunes générations. C'est pourquoi, en 1993, venant de tous les horizons de pensée, ils ont créé la Fondation de la Résistance pour qu'une structure dynamique leur survive.

Placée sous le haut patronage du Président de la République, reconnue d'utilité publique, la Fondation de la Résistance a encouragé la recherche historique et a développé une importante activité pédagogique notamment grâce au Concours national de la Résistance et de la Déportation. Pierre angulaire de la transmission de cette histoire et de cette mémoire, il lui permet chaque année de transmettre les valeurs de la Résistance auprès de 40 000 jeunes collégiens et lycéens.

Vous qui souhaitez maintenir et transmettre l'héritage de la Résistance, que vous soyez ou non personnellement ou familialement lié à un ou des résistants, aidez-nous à maintenir vivants ces ferments civiques auprès de ces citoyens en devenir. Donnez-nous les moyens de poursuivre cette mission d'intérêt général. Faites un don ou un legs à la Fondation de la Résistance !

Vous pouvez sur simple demande recevoir notre dernier rapport d'activité et notre brochure « Dons, donations, legs. Savoir pour prévoir »



Rencontre intergénérationnelle lors des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance entre des élèves du lycée Lalande de Bourg-en-Bresse (Ain) et Pierre Figuet, résistant-déporté.

Photo Frantz Malassis